



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU C.C.A.S

N° DLP2018-20 - Séance du 28/06/2018

ACTES

8. Domaines de compétences par thèmes

8.2 Aide sociale

Nombre des membres			Vote	
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes	Pour	
13	8	8	Contre	
			A l'unanimité	x

L'an 2018, le 28 juin à 09h00, le conseil d'administration de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Cabernet, sous la présidence de Alain SOULIER, Vice-Président du C.C.A.S, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil d'administration le 21/06/2018. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au C.C.A.S le 21/06/2018.

Présents :

Alain SOULIER, Marie-Thérèse AMALVY, Régine SUAY, Jean-Luc DE LA CLERGERIE, Christiane GAUBERT, Marie-France TEXIER, Michel BAUDOUR. Bertrand LEENHARDT.

Absents excusés :

Jean-Luc MEISSONNIER

Absents:

Hubert FABRITIUS, Jean-Marie COURTES, Anna RAMORA, Stéphane VIDAL.

Secrétaire de séance :

Marie BRAL, Directrice du C.C.A.S.

N° DLP2018-20 – ACCEPTATION D'UN DON AU PROFIT DU C.C.A.S.

Le conseil d'administration est informé qu'un don de 1500€ a été effectué au profit du CCAS.

Il est proposé d'affecter ce don aux aides sociales facultatives.

Le conseil d'administration est invité à accepter ce don et à l'affecter au compte 7713.

Le Conseil d'administration, après en avoir délibéré à l'unanimité

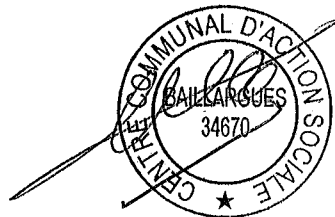
- **ACCEPTE** le don de 1500 euros qui sera encaissé sur l'exercice 2018,
- **AUTORISE** l'affectation de cette somme au compte 7713.

Pour extrait conforme,

Le 28/06/2018,

Le Vice-Président du C.C.A.S,

Alain SOULIER



Pour le Président
Alain SOULIER
Vice Président du C.C.A.S

Acte rendu exécutoire compte tenu :

- de sa réception en Préfecture de l'Hérault le
- de sa publication le

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.